

Prévisions conjoncturelles

Prévisions pour la Suisse

Le groupe d'experts confirme en grande partie ses prévisions conjoncturelles de mars. Il s'attend toujours à une croissance du PIB de 1,1 % en 2023 et de 1,5 % en 2024. Compte tenu de la baisse des prix de l'énergie, l'inflation devrait être un peu plus faible cette année (2,3 %) que prévu initialement (prévision de mars : 2,4 %). Pour 2024, la prévision d'inflation reste inchangée à 1,5 %.

Au 1^{er} trimestre, le PIB de la Suisse a progressé conformément aux attentes. Pour la première fois depuis cinq trimestres, la croissance a été légèrement supérieure à la moyenne (0,5 %). Elle a été soutenue par une forte demande intérieure. D'une part, les investissements en biens d'équipement ont profité de l'atténuation des difficultés d'approvisionnement. D'autre part, la consommation privée, encouragée par la situation favorable du marché du travail, a notablement contribué à la croissance : l'emploi a nettement progressé au 1^{er} trimestre et le chômage se maintient à de faibles niveaux. L'inflation a toutefois augmenté à 3,2 % en moyenne au 1^{er} trimestre, en raison de la hausse des tarifs de l'électricité pour les clients captifs en janvier. La contribution du commerce extérieur à la croissance a été légèrement négative au 1^{er} trimestre.

Un net ralentissement de l'économie suisse se dessine pour le 2^e trimestre en cours. L'indice relatif à l'activité économique hebdomadaire a récemment baissé. D'autres indicateurs conjoncturels, tels que le baromètre KOF, indiquent eux aussi un ralentissement de l'activité, bien qu'avec une grande hétérogénéité. Alors que l'indice des directeurs d'achat (PMI) du secteur des services en Suisse suggère une poursuite de l'expansion, le PMI de l'industrie suisse signale un ralentissement de la production à court terme. Les enquêtes du KOF auprès des entreprises indiquent toutefois une certaine amélioration de la situation dans l'industrie au cours des six prochains mois.

Le marché du travail devrait quelque peu s'essouffler. Le taux de chômage a atteint son point le plus bas au 1^{er} trimestre. De nombreux indicateurs avancés liés au marché du travail, tels que les enquêtes PMI et l'indicateur de

l'emploi du KOF, signalent une perte de dynamisme dans l'emploi.

Un faible trimestre se profile du côté de la demande également. Le commerce extérieur de marchandises et les investissements en biens d'équipement pourraient connaître une correction après un 1^{er} trimestre dynamique. En outre, les données disponibles à ce jour, notamment en ce qui concerne les chiffres d'affaires du commerce de détail en avril, témoignent d'un ralentissement de la consommation privée. L'amélioration du climat de consommation ne s'est pas poursuivie en avril.

L'évolution future de la conjoncture dépendra essentiellement de l'évolution de l'économie mondiale et de la situation de l'approvisionnement en énergie. Les prix du gaz et de l'électricité sur le commerce de gros européen ont encore baissé au cours des derniers mois. Les prix à terme du gaz naturel montrent une certaine détente de la situation par rapport au début de l'année. Dans l'ensemble, ils restent toutefois supérieurs à leurs niveaux historiques. Le groupe d'experts reste d'avis qu'il sera possible, l'hiver prochain également, d'éviter une grave situation de pénurie d'énergie accompagnée de pertes de production à grande échelle.

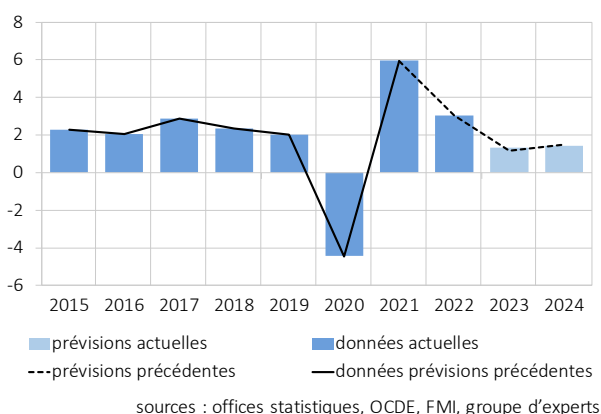
En revanche, l'inflation persiste au niveau international, mettant à mal les perspectives économiques. Si les taux d'inflation ont fortement reculé au printemps dans la plupart des pays en raison de la baisse des prix de l'énergie, l'inflation sous-jacente n'a que peu diminué jusqu'à présent, ce qui s'explique notamment par la résilience de la conjoncture internationale, et du marché du travail en particulier. En conséquence, les banques centrales devraient poursuivre le relèvement de leurs taux directeurs, ce qui freinerait la demande mondiale dans la suite des prévisions. Globalement, le groupe d'experts s'attend, comme en mars, à une évolution de la demande mondiale inférieure à la moyenne sur les deux années de prévision (graphique 32, tableau 5).

En Suisse également, la baisse des prix de l'énergie a récemment entraîné une baisse de l'inflation un peu plus

importante que prévu en mars. En revanche, le renchérissement des services a progressé. Dans l'ensemble, l'inflation devrait reculer modérément à 2,3 % en 2023 (prévision de mars : 2,4 %) et revenir dans la zone de stabilité des prix en 2024 (1,5 %, inchangé). D'une part, les loyers devraient grimper notablement, en raison de la hausse du taux d'intérêt de référence,¹⁰ et la TVA augmenter au 1^{er} janvier 2024.¹¹ D'autre part, la baisse des prix de l'énergie et des prix d'achat devrait freiner l'évolution des prix dans d'autres secteurs. Dans l'ensemble, l'inflation en Suisse restera nettement inférieure à celle des autres pays industrialisés tout au long de la période de prévision. On peut donc s'attendre à un resserrement moins marqué de la politique monétaire. En comparaison internationale, les effets modérateurs du renchérissement et du resserrement de la politique monétaire qui l'accompagne devraient donc rester limités en Suisse.

graphique 32 : Demande mondiale

PIB des principaux partenaires commerciaux de la Suisse, pondéré par les exportations, valeurs réelles désaisonnalisées, variation sur un an en %



La consommation privée devrait continuer à soutenir la conjoncture. Certes, le pouvoir d'achat continuera d'être affecté par les prix élevés, notamment parce que la hausse des prix de l'énergie ne sera facturée qu'avec retard à de nombreux ménages lors des décomptes de charges et d'électricité. En outre, la hausse des taux d'intérêt devrait inciter à épargner. La situation sur le marché du travail reste toutefois très bonne dans un avenir proche ; les indicateurs avancés signalent de nouvelles hausses de l'emploi. Globalement, le groupe d'experts continue de s'attendre à une croissance de la demande de consommation privée supérieure à la moyenne cette

année, suivie d'un ralentissement l'année prochaine (graphique 34, tableau 4).

En revanche, la faible croissance de la demande mondiale devrait affecter les secteurs du commerce extérieur les plus sensibles à la conjoncture, comme les exportations de métaux et de machines. La demande de produits pharmaceutiques, qui représentent une part importante des exportations de la Suisse, est toutefois beaucoup moins sensible à la conjoncture. En outre, le tourisme devrait continuer à se redresser grâce aux visiteurs d'outre-mer.¹²

La demande mondiale inférieure à la moyenne et la hausse des taux d'intérêt devraient freiner l'investissement en Suisse au cours des prochains trimestres. La croissance des biens d'équipement devrait donc être inférieure à la moyenne. Les investissements dans la construction devraient se redresser timidement au cours des prochains trimestres, en raison de l'atténuation des difficultés d'approvisionnement et de la baisse des prix d'achat, mais se maintenir globalement à faible niveau.

Dans l'ensemble, le groupe d'experts s'attend à un ralentissement de la conjoncture suisse en 2023. Cette année, les impulsions les plus notables devraient venir de la demande intérieure. En revanche, le commerce extérieur ne devrait guère contribuer à la croissance du PIB en 2023 : ce n'est qu'en 2024, avec la reprise de la demande mondiale, que l'on pourra s'attendre à une contribution nettement positive à la croissance (graphique 34, tableau 4).

Le groupe d'experts confirme ainsi pour l'essentiel ses prévisions conjoncturelles antérieures. Comme en mars, il prévoit une croissance économique de 1,1 % pour la Suisse en 2023 (graphique 33). L'économie suisse évoluerait ainsi nettement en dessous de la moyenne, sans toutefois entrer en récession. Comme précédemment, les prévisions reposent sur l'hypothèse que l'hiver prochain 2023/24 ne sera pas marqué par une pénurie d'énergie entraînant des pertes de production à grande échelle. Étant donné la baisse continue des taux d'inflation, une certaine reprise de la demande mondiale devrait s'amorcer en 2024, avec des répercussions également sur la Suisse (croissance du PIB : 1,5 % ; prévisions inchangées). Le ralentissement de l'économie se fait sentir également, avec un peu de retard, sur le marché du travail. Après une

¹⁰ Depuis le 2 juin 2023, le taux de référence est désormais de 1,5 pour cent (+0,25 point de pourcentage). Une augmentation du loyer de 3 pour cent est autorisée si le contrat de bail est basé sur l'ancien taux de référence de 1,25 pour cent. Selon les estimations, c'est le cas d'environ la moitié des baux. V. <https://www.bwo.admin.ch/bwo/fr/home/das-bwo/informationen/medienmitteilungen.msg-id-95474.html>.

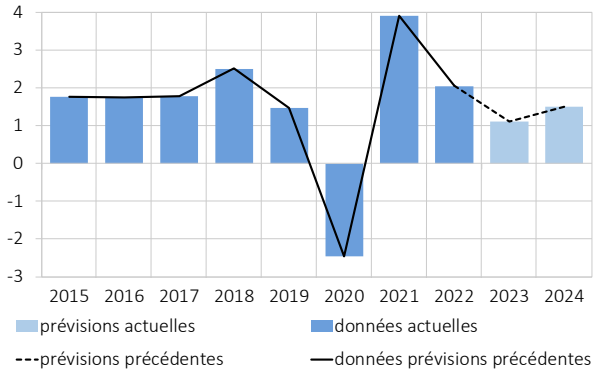
¹¹ Suite à la votation du 25 septembre 2022 sur la modification de la loi sur l'AVS, le taux normal de TVA sera porté à 8,1 %, le taux spécial pour l'hébergement passera à 3,8 % et le taux réduit sera désormais de 2,6 %. L'entrée en vigueur est prévue pour le 1^{er} janvier 2024. V. <https://www.estv.admin.ch/estv/fr/accueil/taxe-sur-la-valeur-ajoutee/taux-tva-suisse.html>.

¹² V. <https://kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/kof-news0/2023/05/tourisme.html>.

moyenne annuelle de 2,0 % en 2023, le taux de chômage devrait atteindre 2,3 % en 2024 (prévisions inchangées).

graphique 33 : Prévision du PIB corrigé des événements sportifs

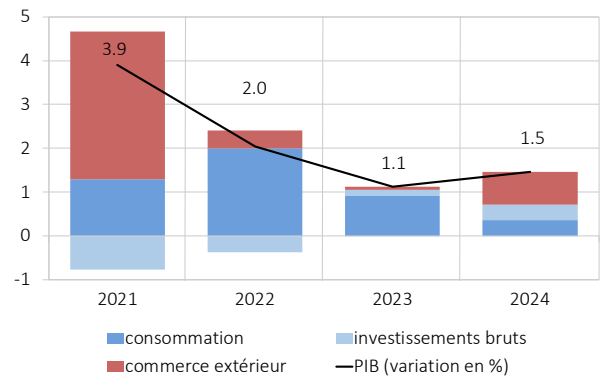
valeurs réelles désaisonnalisées, variation sur un an en %



sources : OFS, SECO, groupe d'experts

graphique 34 : Prévisions du PIB et contributions à la croissance

valeurs réelles désaisonnalisées, y.c. événements sportifs, contribution des composantes en points de pourcentage, 2023-2024 : prévisions



sources : OFS, SECO, groupe d'experts

Risques

La conjoncture mondiale est fragile et les risques sont marqués. L'inflation pourrait s'avérer encore plus persistante au niveau international et rendre nécessaire une politique monétaire plus restrictive. La demande mondiale s'en trouverait encore freinée. Les risques existants liés à la forte augmentation de l'endettement mondial ainsi que les risques de correction sur les marchés immobiliers et financiers s'aggravaient.

Dans le contexte d'un resserrement rapide et simultané de la politique monétaire au niveau international, des risques de bilan pourraient apparaître ou s'amplifier pour

les institutions financières, avec des répercussions potentielles sur la stabilité financière. La transmission à l'économie réelle pourrait également être plus importante qu'on ne le pense actuellement.

Enfin, les risques de pénurie d'énergie pour l'hiver 2023/2024 demeurent malgré la détente actuelle. Si l'Europe devait connaître une situation de pénurie énergétique marquée, avec des pertes de production à large échelle et un net ralentissement, il faudrait s'attendre en Suisse aussi à une récession accompagnée d'une forte pression sur les prix.

tableau 4 : Prévisions conjoncturelles pour la Suisse, juin 2023¹³
 sauf mention contraire, variation en %, contributions en points de pourcentage,
 PIB et composantes : valeurs réelles désaisonnalisées

	2021	2022	2023 *	2024 *
Produit intérieur brut (PIB) et composantes, valeurs corrigées des événements sportifs**				
PIB	3.9	2.0	1.1 (1.1)	1.5 (1.5)
Consommation privée	1.7	4.0	1.8 (1.5)	1.2 (1.2)
Consommation de l'État	3.5	0.1	0.0 (-0.6)	-2.1 (-1.8)
Investissements dans la construction	-3.0	-4.4	-1.2 (-1.3)	0.7 (0.2)
Investissements en biens d'équipement	8.1	1.8	2.0 (1.7)	1.1 (1.3)
Exportations de biens	10.7	4.3	3.5 (3.0)	4.5 (4.9)
Exportations de services	8.0	8.9	2.5 (4.7)	3.5 (3.5)
Importations de biens	4.3	8.2	2.8 (2.0)	3.1 (3.3)
Importations de services	4.3	3.3	5.6 (6.5)	4.5 (4.5)
Contributions à la croissance du PIB, valeurs corrigées des événements sportifs**				
Demande intérieure finale	2.4	1.9	1.2 (0.9)	0.6 (0.6)
Commerce extérieur	3.4	0.4	0.1 (0.3)	0.7 (0.9)
Marché du travail et prix				
Emplois en équivalents plein temps	1.0	2.7	1.8 (1.1)	0.7 (0.7)
Taux de chômage en %	3.0	2.2	2.0 (2.0)	2.3 (2.3)
Indice des prix à la consommation	0.6	2.8	2.3 (2.4)	1.5 (1.5)
PIB, non corrigé des événements sportifs	4.2	2.1	0.8 (0.8)	1.8 (1.8)

* Prévisions du 15.06.2023 du Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions. Prévisions du 16.03.2023 entre parenthèses.

** Sont concernés par les effets des événements sportifs : PIB, exportations de services, importations de services, commerce extérieur.
 sources : OFS, SECO

tableau 5 : Environnement international et monétaire, juin 2023¹⁴

sauf mention contraire, variation en %, PIB et demande mondiale : valeurs réelles désaisonnalisées

	2021	2022	2023 *	2024 *
PIB, comparaison internationale				
États-Unis	5.9	2.1	1.5 (1.2)	1.0 (1.2)
Zone euro	5.3	3.5	0.7 (0.7)	1.2 (1.3)
Allemagne	2.6	1.9	-0.1 (0.1)	1.3 (1.2)
Royaume-Uni	7.6	4.1	0.3 (-0.3)	1.0 (1.0)
Japon	2.2	1.0	1.1 (1.2)	1.1 (1.1)
Pays du Bric	8.0	3.3	4.8 (4.5)	4.5 (4.5)
Chine	8.4	3.0	5.4 (5.2)	4.6 (4.6)
Demande mondiale	6.0	3.0	1.3 (1.2)	1.4 (1.5)
Prix du pétrole en USD par baril de Brent	70.7	100.9	77.3 (82.5)	72.7 (78.3)
Suisse				
Saron en %	-0.7	-0.2	1.5 (1.6)	1.9 (1.9)
Rendement des emprunts à 10 ans en %	-0.3	0.8	1.2 (1.6)	1.3 (1.7)
Indice réel du cours du franc	-2.5	-0.8	2.0 (0.8)	0.6 (0.0)

* Hypothèses du 15.06.2023 du Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions. Hypothèses du 16.03.2023 entre parenthèses.

sources : SECO, institutions statistiques compétentes

¹³ Exportations, importations et contribution à la croissance du commerce extérieur : sans les objets de valeur.

¹⁴ Pays du Bric : PIB agrégé en parité de pouvoir d'achat (FMI) du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine.